

CONVENTION CITOYENNE

Evaluation et perspectives : Contribution au débat du 31 août

I rappel de l'objectif

Constituée à Marseille à l'issue des élections municipales du printemps 2001, la Convention Citoyenne s'est fixée un objectif précis : face à la carence manifeste des partis de gauche à proposer aux électeurs une alternative crédible au monopole de la droite et un projet politique pour l'avenir de cette ville et de ses habitants, il est convenu entre les adhérents de créer une organisation à même de proposer pour 2007 aux Marseillais et aux Marseillaises, un projet pour leur ville et une équipe municipale à même de le mettre en œuvre ce projet. Il s'agit donc bien d'un projet politique dont l'ancrage idéologique se situe à gauche c'est-à-dire porteur des valeurs de solidarité, de liberté, de respect individuelle et d'ouverture sur le monde.

II L'état des lieux un an après.

1° les acquis :

La Convention citoyenne est, aujourd'hui, à Marseille, une organisation reconnue et qui se situe politiquement de manière distincte des partis traditionnels et en particulier de partis de gauche.

La convention citoyenne a rassemblé en diverses occasions (débat publics, réunions internes, campagnes électorales etc) près d'un millier de Marseille qui, à un titre ou un autre se sont sentis proches de la démarche proposée.

La convention citoyenne est animée par une équipe d'une vingtaine de " militants " qui de manière souple et dans un large respect des points de vue de chacun, prennent en charge tout ou partie des initiatives.

La convention a su tisser des relations de confiance avec d'autres organisations ou mouvements associatifs à Marseille et dans le département et qui poursuivent des objectifs proches ou complémentaires.

La convention est représentée au conseil municipal de Marseille par deux personnalités élues dont la compétence et la rigueur sont reconnues.

La Convention a pu maintenir une activité sans faire appel à d'autre moyens financier que les apports de ses membres en cotisations ou en prestations.

2° Les points faibles :

Le nombre d'adhérents actifs, de membres cotisants et de participants, même épisodiques, reste notoirement insuffisant par rapport à l'objectif affiché et aux moyens indispensables à un développement.

La composition sociologique et géographique ne reflète pas suffisamment la réalité militante de Marseille, notamment en ce qui concerne les nouvelles générations, les salariés du secteur privé, ou les demandeurs d'emploi ou en emplois précaires.

L'engagement des adhérents dans l'activité régulière de la convention reste trop aléatoire et ne permet pas un développement durable.

L'organisation du fonctionnement et des prises de décision reste imprécise et parfois obscure. Le conseil d'administration n'est pas réellement l'organe de décision. Les conditions matérielles de fonctionnement (information interne et externe, diffusion, prise de position travail en groupe etc...) sont notoirement insuffisantes.

L'engagement dans les campagnes électorales du printemps 2002, bien qu'utile pour la notoriété de la convention, a créé quelques troubles et confusions parmi les adhérents ou sympathisants et ralenti voir perturber le travail sur le projet pour Marseille et sur la méthode à adopter pour "faire de la politique autrement"

La personnalité de deux élus et leur appartenance politique d'origine, bien qu'essentielle à la promotion de la Convention, a pu occulter l'importance du renouvellement recherché et la capacité collective de travail et d'initiative.

II les perspectives.

L'organisation : Il convient de mieux structurer l'équipe d'animation ou/et le conseil d'administration en confiant des responsabilités précises à chacun et en clarifiant les mécanismes de décision. En particulier les tâches essentielles comme la tenu d'un fichier, la communication, le budget et les cotisations doivent être mieux réparties. Il convient en particulier d'engager une campagne permanente d'adhésion afin d'assurer une progression régulière des membres.

L'objectif. Il est temps de se doter d'un document de référence qui, plus qu'un programme, définirait nos ambitions pour Marseille et pour la gestion démocratique de la ville. Ce document devra bien entendu être en harmonie avec les attentes des marseillais mais aussi situer la ville dans le contexte national et mondial. Ce projet devra être assorti d'une méthode qui prendra appui sur la réalité militante et la diversité de la vie associative de cette ville. On cherchera sur chaque dossier majeur, à faire l'exercice de synthèse indispensable entre le court terme et le long terme, l'intérêt individuel et l'intérêt collectif etc...

La méthode : La convention devra situer son action en évitant toute tentation hégémonique mais proposera aux divers mouvements et organisations qui, dans cette ville et ailleurs, revendiquent une nouvelle démarche politique et citoyenne, des accords et une méthode de coopération en réseau permettant à chacun de garder son originalité. Cette démarche en réseau pourra également se développer à l'échelon local national etc...

La Convention devra également se préparer à répondre aux évènements politiques qui ne manqueront pas de se produire ainsi qu'aux échéances électorales telles qu'elles sont aujourd'hui connues départementales et nationales.

Ces quelques pistes montrent l'importance du travail à accomplir et la nécessité d'un engagement fort et permanent d'une équipe élargie et diversifiée. Il ne fait pas de doute que cet engagement doit être porté par un projet ambitieux et que l'année qui vient sera décisive pour que l'objectif que l'on s'est fixé, il y a un an prenne toute sa crédibilité.

Alain FOUREST
Marseille le 31/02002

De : Christian Apothéloz <christian@apotheloz.com>

Répondre à : christian@apotheloz.com

Date : mercredi 28 août 2002 0:07

Objet : Pour amorcer la discussion

Action, réflexion et électionΣ

Je suis globalement d'accord avec la note d'Alain Fourest. Cependant, je crois qu'il faut clarifier certaines notions.

Je ne crois pas que les élections soient un temps où les partis proposent des projets et où les électeurs choisissent. Cette idée d'un concours de projets que nous traînons depuis le contre-programme de gouvernement du PSU (et le contre plan ! ! !) est une aberration historique.

Le vote sanctionne à un moment donné un rapport de force. Il enregistre le résultat d'un combat perdu ou gagné. Il est bien sûr libre et démocratique, mais l'opinion des électeurs, leur adhésion à une idée, leur rejet d'une autre est le résultat d'une lutte, d'une longue confrontation. La campagne électorale est alors le point culminant de ce combat.

En ce sens, nous devons abandonner une conception qui nous verrait gagner en 2007 parce que nous aurions le meilleur des programmes. Les programmes n'ont jamais fait les élections. Ce qui ne veut pas dire qu'il faut renoncer à un programme. Mais il s'écrit maintenant dans nos actions, dans notre capacité à dès aujourd'hui rendre légitimes certains projets, certaines revendications, certains changements.

Il n'y a donc pas d'un côté le vote, de l'autre la réflexion et enfin l'action de terrain. Le tout est indissociable. Je crois que nous devons replacer nos objectifs dans cette perspective.

Notre Convention n'aurait aucun sens

1. Si elle n'avait pas été dans la rue le premier mai 2002,
2. Si elle ne réfléchissait pas aux enjeux de la Cité,
3. Si elle ne s'était pas présentée aux élections.

Nous devons sortir de la culpabilisation gauchiste qui attribue à la réflexion et à l'action sociale un bonus et un malus à l'élection. Nous devons ferrailer et combattre les impasses dans lesquelles les partis d'extrême gauche veulent enfermer le mouvement social. L'exemple de Vitrolles est à cet égard significatif. Le PS, comme le PC ont été lamentables. Mais l'extrême gauche qui a été incapable de présenter une alternative politique unitaire aux Megret est tout aussi fautive.

Ce qui veut dire pour la Convention que nous assumons la tension entre action, réflexion et élection. Je pense qu'il faut que nous ayons un vrai débat sur le sens de l'élection. Nous n'allons pas créer un club des intellos, une coordination des activistes et un comité de soutien électoral. Nous conduisons une action cohérente de parti politique. Une action globale qui se heurte aux forces de régression de cette ville et aux clientélismes.